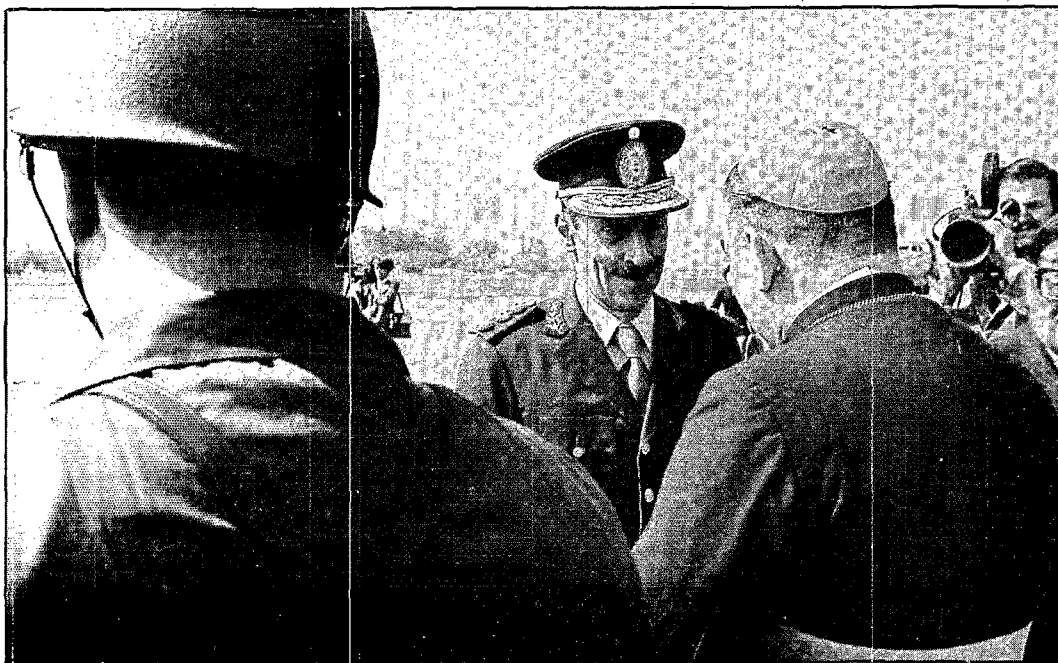


Le temps des tortionnaires

Six camps de concentration, des centres de torture partout, dix-sept mille détenus politiques, six mille tués : Videla n'en reste pas moins « un excellent allié »...



Le général Videla
La mort même pour les « indifférents »

■ Non loin des quartiers chics de Buenos Aires, près des rives du Río de la Plata, s'élèvent les bâtiments de l'E.M.A., l'Ecole mécanique de la Marine argentine. On y accède par l'élégante avenue du Libertador, célèbre pour ses night-clubs. A huit cents mètres, le stade de River Plate : c'est là que vont se disputer d'importants matches de la Coupe du Monde de Football, en juin prochain. Les bâtiments de l'Ecole serviraient à cette occasion de vestiaires et de centre de repos pour les sportifs.

Si cela est exact, les marins devront faire très rapidement un sérieux ménage. Pour l'instant, l'Ecole reste ce qu'elle est depuis qu'en mars 1976 la junte militaire du général Videla a pris le pouvoir : l'une des principales usines à tortures de toute l'Argentine.

Selon des témoignages recueillis par des journalistes argentins et publiés par le Collectif pour le Boycottage de la Coupe du Monde en Argentine, on peut voir traîner, dans certains recoins de l'Ecole, des êtres humains réduits au poids de quarante kilos par d'interminables tortures et maintenus en vie par des médecins consciencieux.

Le pays du général Videla, du général Agosti et de l'amiral Massera, qui représentent respectivement, au sein de la junte, l'armée de terre, l'aviation et la marine, compte aujourd'hui six camps de concentration connus et des centres de torture répartis dans toutes les provinces. Il est difficile de citer des chiffres sur le nombre

de morts, de disparus et de prisonniers politiques. Les estimations les plus modestes sont celles que le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a communiquées au gouvernement argentin à la fin de l'année dernière, et qui ont été publiées dans les actes du Congrès américain : douze mille à dix-sept mille détenus politiques, environ six mille tués.

A l'E.M.A., les prisonniers sont enchaînés et portent en permanence une cagoule sur la tête. Ceux qui meurent sous la torture sont évacués par hélicoptère, précipités dans le Río de la Plata ou, au large, dans l'Océan Atlantique. Personne n'ose demander de précisions quand la mer rejette sur le rivage des corps mutilés. On sait que, jour et nuit, les commandos de l'E.M.A., officiers et sous-officiers de marine, en tenue civile, partent en chasse à bord de leurs « Ford Falcon », de leurs « Torinos » ou de leurs « Opel Kadett », pour cueillir de nouvelles victimes.

« Arraché de sa maison pendant la nuit, le dirigeant politique de l'opposition, le travailleur en grève ou le simple citoyen dont le seul tort est d'être parent ou ami d'un "subversif" passe brusquement de la vie quotidienne à l'horreur, puis, plus ou moins rapidement, à l'horreur de la mort, écrivent les auteurs de l'enquête faite sur l'E.M.A. Les rares détenus qui sont parvenus à sortir vivants de l'E.M.A. ont pu reconstituer la gamme des sévices appliqués aux détenus : picana (torture à l'électricité), viol et mutilation des parties génitales, vivi-

section sans anesthésie, amputation à la scie électrique, brûlures à la cigarette et au chalumeau, arrachage des ongles ou de la peau du visage, etc. »

Parmi les nombreux exemples cités dans l'enquête, celui de Jorge Hector Lizaso : pour tenter de faire parler ce militant péroniste, les militaires enlèvent cinq membres de sa famille, dont sa femme, ainsi qu'une infirme, et les soumettent à la question devant lui. Tous meurent sous la torture. Des témoins précisent que « plusieurs des tortionnaires demandèrent à être relevés après le supplice de Jorge Lizaso, auquel ils avaient arraché à vif la peau du visage ».

Parmi les milliers de disparus — beaucoup crouissent dans des centres semblables à l'E.M.A. —, il y a une vingtaine de Français (1), dont les deux religieuses enlevées en décembre dernier à Buenos Aires, au sujet desquelles on reste sans nouvelles. Plus de trois cent mille Argentins sont réfugiés à l'étranger, dont des dizaines de milliers de juifs — car les généraux argentins sont aussi antisémites. Le général de brigade Adolfo Sigwald, au nom de qui on invitait la population, au lendemain du putsch, à assister à une messe à la mémoire de Hitler, est actuellement à Washington, comme délégué argentin auprès de la Junte interaméricaine de Défense.

« Reconquérir l'Occident »

Son cas est exemplaire. Avant le putsch de mars 1976, il commandait dans la province de Salta, à Tartagal, une école d'infanterie, dans laquelle des « bérêts verts » américains enseignaient la torture. Après le coup d'Etat, il prit le commandement d'une brigade basée dans la capitale fédérale. Est-ce son brillant palmarès qui lui a fait obtenir une nomination à Washington ? Il a, en quelques mois, fait enlever, torturer et tuer près d'un millier de délégués ouvriers des usines de la ceinture industrielle de Buenos Aires (2). Il a été rejoint peu après dans la capitale nord-américaine par son acolyte, le lieutenant-colonel Hugo I. Pascarelli, qui l'avait assisté dans cette besogne. Avant de partir, Pascarelli a fait liquider dix-neuf prisonniers politiques au groupe d'artillerie n° 1, à Buenos Aires. Il suit actuellement les cours du Collège interaméricain de Défense, à Washington. Car l'American connection des tortionnaires argentins n'est pas le fait du hasard. C'est en Amérique du Nord que l'on enseigne, depuis trente ans, la doctrine de la sécurité nationale qui fournit à la fois l'idéologie et les méthodes de gouvernement utilisées aujourd'hui par toutes les dictatures militaires d'Amérique latine (3).

Comme leurs collègues brésiliens, chiliens, boliviens ou uruguayens, les généraux de Buenos Aires se considèrent comme les combattants d'avant-garde de l'Occident, engagés dans la « Troisième Guerre mondiale ». L'ennemi stra-

(1) Marcel Amiel, Gérard Barero, Michel Banasaya, Robert Boudet, Jean-Yves Claudet, Yves Domergue, Marianne Erize, Gérard Guillemot, Liliane Jacob, Maurice Jaeger, Michel Lhande, Michel Ortiz, Alice Doman, Léonie Duquet, Henri de Solan, Julio Piumato, Hector Abrile, Georges Deprez, Françoise Dauthier.

(2) Les précisions sur Adolfo Sigwald sont tirées de « la Chaîne d'information », constituée de feuillets ronéotypés qui circulent clandestinement en Argentine. La « Chaîne » est rédigée par des journalistes et des résistants désireux d'échapper à la censure. Elle contient beaucoup d'informations sur les responsables militaires du régime. Il faut rappeler que plusieurs dizaines de journalistes argentins ont été tués ou ont disparu depuis deux ans.

(3) Voir « Le Pouvoir militaire en Amérique latine - l'idéologie de la Sécurité nationale », par Joseph Comblin. J.-P. Delarge, Paris, 1977.